

Déréglementation de l'énergie : de l'idéologie à la réalité

La libéralisation du secteur de l'énergie, comme dans tous les autres secteurs, relève de l'idéologie, celle que nous appelons l'idéologie néolibérale. (...) Inutile, en effet, de chercher des raisons économiques, il n'y en a pas. Au-delà de l'idéologie, la libéralisation est devenue un dogme, une croyance, un fanatisme, une paresse intellectuelle qui rend désormais superflue à nos élites toute forme de pensée puisqu'à tout problème existerait une solution simple : libéraliser et privatiser. Beaucoup de ces gens — « grands » journalistes de cour, dirigeants d'entreprises publiques ou privées, responsables politiques — ont cessé de penser. Ils voient le monde à travers une grille simpliste qui est celle de la mondialisation néolibérale dont les trois monstrueux piliers sont : l'austérité éternelle ; les privatisations ; la libéralisation.

- **L'austérité éternelle**, c'est l'organisation systématique et planifiée du chômage pour aller chercher les profits toujours plus loin, dans les pays où la main-d'œuvre est docile et bon marché, pour peser sur la résistance des salariés des pays développés et leur imposer le blocage des salaires et des revenus de transfert, la précarité et l'instabilité sociale permanentes. Ce sont les politiques monétaires et budgétaires restrictives menées en particulier par l'Union européenne, cheval de Troie de la mondialisation néolibérale. C'est bien le conseil européen de Lisbonne, les 23 et 24 mars 2000, qui a appelé à une « accélération de la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité dans l'U.E. ».

- Quant aux **privatisations**, selon l'idéologie néolibérale, elles seraient, par principe, toujours plus efficaces que l'entreprise d'Etat, la société nationalisée ou le service public. Non seulement ce prétendu principe n'a jamais été démontré sur le plan théorique, mais la preuve inverse a été généralement donnée par la pratique et les faits.

- Enfin la **libéralisation** comporte deux volets. La suppression de l'intervention de l'Etat sur les marchés financiers et le démantèlement de ce que les libéraux appellent les entraves au commerce.

1. Enlever toute entrave au marché

(...) La libéralisation est donc un élément indissociable d'un ensemble plus vaste qui s'appelle l'idéologie néolibérale. Pour cette idéologie, aucune étude supérieure n'est nécessaire pour comprendre son principe essentiel : le marché aboutirait spontanément aux résultats les plus efficaces, à condition que l'Etat n'intervienne pas. La mondialisation n'est que la mise en œuvre de l'idéologie néolibérale. Cette stratégie de mondialisation a véritablement débuté au tournant des années 70-80, avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux Etats-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Après 20 ans d'application de cette stratégie, le bilan est désastreux. A l'échelle mondiale, la libéralisation et les privatisations ont été présentées comme le remède miracle censé permettre le développement des pays pauvres, assurer la transition vers l'économie de marché pour les pays de l'ancienne zone soviétique et l'assurance de la prospérité éternelle pour les pays de l'OCDE. C'est pour respecter le soi-disant principe de la concurrence que les néolibéraux veulent réduire le secteur public, celui-ci devant — toujours par principe — résoudre les problèmes supposés d'efficacité des monopoles publics, favoriser la baisse des prix et l'innovation.

Presque tous les services publics constituent ce que les économistes appellent des « monopoles naturels ». Un monopole naturel existe quand il est nécessaire aux entreprises d'avoir une certaine taille pour garantir une efficacité économique maximale afin de réaliser des économies d'échelle et d'ainsi fournir le meilleur service possible à un coût le plus faible possible pour la collectivité. Les monopoles naturels nécessitent également l'investissement de grosses mises de fonds au début, comme les rails de chemins de fer, les lignes à haute tension, les tunnels de train et de métro, les réseaux de gaz, d'égouts, d'eau, de fils téléphoniques. Dans tous ces domaines, une véritable concurrence n'est pas possible, sauf à multiplier les

*Extrait de
l'intervention
de Jacques
Nikonoff,
président d'AT-
TAC-France,
au forum « Dé-
réglementation
de l'énergie :
de l'idéologie
à la réalité »,
Saint-Denis,
6-7/10/2005,
publié avec
l'autorisation
d'ATTAC-
France. Texte
complet sur
<[http://www.
france.attac.
org/a5575](http://www.france.attac.org/a5575)>*

Dossier énergie





lignes à haute tension, les réseaux d'égouts et les rails de chemin de fer par le nombre de concurrents. C'est pourquoi les monopoles publics étaient et restent la solution optimale évidente. Ce qui n'empêche pas des formes de gestion décentralisées.

2. Les enjeux financiers

Derrière les prétextes avancés pour les justifier, il convient de saisir l'objectif géopolitique de la libéralisation, première étape avant « l'ouverture du capital », avant la privatisation. Les États-Unis ont un système économique et financier qui fonctionne à crédit sur le reste du monde. Ils possèdent, avec les fonds de pension, les fonds mutuels et les Hedge Funds, les plus gros investisseurs institutionnels de la planète. Ces derniers manquent d'espace dans leur propre pays et recherchent des possibilités d'investissements à l'étranger. Comment faire si les entreprises de ces pays n'ont pas d'actions émises sur les marchés et si les marchés eux-mêmes n'existent pas ou sont mal organisés ? La Banque mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique ont alors joint leurs efforts pour bâtir un discours visant à présenter la nécessité de la libéralisation et des privatisations comme relevant d'une sorte de nécessité naturelle. Les privatisations ont contribué à financer un peu plus l'économie mondiale en poussant artificiellement le prix des actions à la hausse et en encourageant les crises financières.(...) L'impact sur la croissance (qualitative et quantitative) et l'emploi n'a pas été visible, contrairement aux promesses faites. Les privatisations ont même joué contre les salaires et l'emploi, les entreprises concernées se jugeant déliées de leurs responsabilités sociales. (...)

3. L'exemple des Etats-Unis

Je voudrais vous parler de Rebecca Smith, journaliste au Wall Street Journal, qui a publié un article très intéressant le 1^{er} mars 2005. Son article a pour titre : « *Des consommateurs grincheux : un test sur les ré-*

sultats de la dérégulation de l'électricité aux Etats-Unis ». Et elle ajoute : « *Dans certains Etats qui ont déréglementé, la concurrence reste largement un mythe.* » Aux Etats-Unis, 18 Etats ont déréglementé l'électricité pour les ménages : ils ont conservé le contrôle des lignes à haute tension, mais ils ont supprimé les restrictions concernant la production et la vente d'électricité. Cette politique a été présentée comme une aubaine pour les consommateurs, un moyen de secouer le monopole des services publics et de baisser fortement les prix pour les ménages. L'étude du Wall Street Journal considère que la « stimulation » de la concurrence s'est révélée plus difficile que les Etats ne l'attendaient, principalement à cause des mouvements erratiques du prix de l'électricité qui a eu tendance à monter. La journaliste a étudié cinq Etats : Michigan, Ohio, New York, Pennsylvanie, Texas pour observer combien d'entreprises fournissaient de l'électricité et quels étaient leurs prix.(...)

4. Le retour des services publics ?

L'Arizona et le Montana, au lieu de poursuivre plus avant dans la déréglementation, sont en train de battre en retraite. Dans le Montana, l'Etat impose même désormais que les ménages achètent l'électricité à un service public. En Californie c'est également le cas (...). Dans le Michigan, aucune entreprise d'électricité ne s'est fait connaître pour fournir des services aux ménages par crainte de ne pouvoir revendre l'électricité en réalisant un profit. La Pennsylvanie, cependant, devait être un exemple de concurrence puisque cet Etat héberge un grand nombre d'entreprises du secteur de l'électricité. Mais le marché de l'électricité pour les ménages est devenu moins compétitif ces dernières années, depuis que des start-up sont sorties du marché. Le secteur privé dessert actuellement moins de la moitié des ménages qu'il servait en 2000 : 180.000 contre 430.000. Les 2/3 de ces 180.000 ménages sont fournis par Dominion Resources Inc. qui a cessé de rechercher de nouveaux clients et ne fait plus de marketing. Les seuls à faire du marketing sont les entreprises de l'énergie « verte », énergies renouvelables comme le

solaires et les éoliennes dont les prix sont le double de ceux des services publics.

Le seul Etat connaissant une véritable concurrence est le Texas. Mais les raisons tiennent au fait que les prix de l'électricité des services publics étaient anormalement élevés, donnant aux compétiteurs privés un moyen facile de prendre des parts de marché grâce à des prix plus faibles. Par exemple les ménages à Houston ont le choix entre 15 entreprises dont les prix varient de 0,096 cent à 0,132 cent le kilowatt heure. Pour EDF (option de base en métropole, pour une puissance minimale), le prix du KWh est de 0,129 euro TTC. En France, avec 1 euro, on peut acheter 7,75 KWh TTC. Aux USA, avec un euro on peut avoir entre 9,02 et 12,40 KWh (1 euro = 1,19 \$). Mais avec une parité

contrats sont rompus sans préavis dès que les retards de paiement excèdent 10 jours. C'est le cas du Texas. (...)

Dans l'Etat de New York, deux services publics seulement ont ouvert leur zone au secteur privé. Mais jusqu'à présent 80 % des usagers sont restés dans le secteur public. Une des raisons tient au fait que les services publics proposent des prix fixes pour l'électricité, alors que les entreprises privées proposent des prix variables, les prix fluctuant selon les conditions du marché, ce qui ajoute un élément de risque. L'Ohio est un peu à part pour la raison suivante : près de 20 % des ménages de l'Etat sont certes fournis par des entreprises privées, mais à la suite d'un mécanisme appelé « agrégation », ils



Pourquoi autant de partis politiques pour proposer toujours la même idée?

de 1 pour 1 entre le dollar et l'euro, on peut obtenir entre 7,75 et 10,42 KWh d'électricité aux USA. Cependant, le prix du KWh, aux Etats-Unis, n'est qu'un élément du prix d'ensemble, et c'est ce que n'intègrent pas un certain nombre de gens qui se contentent de comparer le prix du KWh pour démontrer que la déréglementation a permis une baisse des prix. Il faut intégrer toute une série de commissions qui viennent en plus du prix. Certaines entreprises prélèvent par exemple une commission de 10 \$ par mois au titre du transport de l'électricité. D'autres exigent des clients, quand ils signent leur contrat un dépôt pouvant aller jusqu'à 20 % de la somme totale annuelle évaluée pour le client. Les

se regroupent et achètent des blocs d'énergie. Cela leur donne une force de négociation permettant de faire baisser les prix.

5. Conclusion

Alors comment poursuivre les luttes ? Peut-être faut-il mieux articuler les problèmes spécifiques liés à la libéralisation du secteur de l'énergie à l'ensemble des politiques néolibérales. (...) Avec ATTAC, nous travaillons à un plan A-B-C : A pour des mesures immédiates ; B pour une réforme institutionnelle ; C pour définir l'Europe que nous souhaitons. (...)

